



Entretien avec Massimiliano Picciani : le laboratoire politique italien, de Letta à Renzi

Massimiliano Picciani, secrétaire de la section du *Partito Democratico* à Paris, France.

L'Observatoire Européen se nourrit des propositions faites à fundacio@fcampalans.cat, et sur twitter : [#ObservatoriFRC](https://twitter.com/ObservatoriFRC). Coordonné par Dídac Gutiérrez-Peris [@didacgp](https://twitter.com/didacgp).

Dídac Gutiérrez-Peris (DGP): Retour sur ce premier semestre de l'année en Italie, quelles perspectives pour la gauche italienne après le score jugé positif des élections régionales ?

Massimiliano Picciani (MP): Je dirais succès 'partiel' plutôt. La gauche a remportée cinq régions sur sept, parmi lesquelles les régions 'rouges', acquises traditionnellement au centre-gauche (notamment Toscana, Umbria, Marche). L'élément révélateur pour les mois qui viennent c'est ce qui s'est passé dans la région de Ligurie, au nord-ouest de la péninsule, où nous avons vu la gauche s'affronter assez violemment dans une primaire entre 'deux' gauches, l'une pro-Renzi, l'autre pro-Cofferati [*leader syndical, ancien maire de Bologne et député européen depuis 2014. Membre du Parti démocrate depuis sa création, il le quitte le 16 janvier 2015 suite aux primaires perdus de la région Ligurie où il se présentait, ndr*].

Dans ce sens les élections régionales sont à mon avis un 'laboratoire' de ce qui peut arriver au niveau national, avec une droite affaiblie mais tout de même rassemblée à nouveau derrière Berlusconi, et le PD qui éclate en 2 morceaux.

L'éclatement de la gauche lors des régionales est un laboratoire de ce qui peut se produire à l'échelle nationale

À mon avis il y a deux leçons à tirer dans tout ça. La première, c'est que si un parti décide d'organiser des primaires, il faut les organiser avec des règles claires. La décision finale de présenter deux listes progressistes dans la Ligurie et sa capitale Gênes est en premier lieu le résultat des erreurs commises pendant une primaire mal menée, mal encadrée, qui

n'a convaincu personne. La deuxième leçon est beaucoup plus importante pour le futur de la politique italienne: le *Partito Democratico*, sans son aile gauche, n'est pas en condition de rester majoritaire et risque de donner la victoire à la droite, comme s'est avéré en Ligurie.

DGP: Paola Subacchi, directrice des affaires économiques à Chatham House publiait récemment une note sur l'impossible 'normalisation de l'Italie', pour faire référence à une supposée incapacité chronique du pays à se réformer. La promesse de Renzi de changer l'Italie en 100 jours, quel jugement en fais-tu aujourd'hui ?

MP: La réputation d'un pays incapable à se réformer, en partie résultat d'une lecture très 'café de commerce' dont tous les pays sont plus ou moins victimes, s'alimente quand même de trois lacunes très réelles, trois réformes systémiques qui sont attendues depuis plus de 20 ans : la réforme du travail, la réforme électorale, et enfin la réforme constitutionnelle.

Concernant la réforme de l'emploi, l'enjeu pour Renzi était double. Il fallait faire évoluer les contrats de travail vers un modèle de contrat unique, similaire à l'équivalent français de Contrat à Durée Indéterminée (CDI). À la fois pour favoriser l'accès au marché du travail - et ainsi lutter contre le précarité, mais aussi en rendant ce type de contrat avantageux pour les entreprises. Il faut savoir que avant la réforme proposée par le gouvernement, il y avait des impôts importants pour l'employeur sur chaque embauche en CDI, et le Statut des Travailleurs (l'équivalent du code du Travail) interdisait presque totalement tout licenciement des travailleurs : il y avait donc des travailleurs très protégés en CDI, et d'autres



qui n'arrivaient pas à accéder à un emploi stable et enchaînaient les contrats précaires. Après cette nouvelle loi, il est plus avantageux d'embaucher en CDI pour l'entrepreneur (réduction des charges fiscales), mais aussi plus simple pour lui de licencier. Les travailleurs ont plus de probabilité de se voir proposé un emploi stable, en même temps qu'on diminue les tutelles législatives existantes.

DGP : Ensuite la réforme électorale...

MP : La deuxième réforme urgente est la loi électorale en effet. Ou plutôt 'était', puisque je suis de l'avis que la réforme passée par le gouvernement Renzi en mai, nommée l'*Italicum*, n'est pas un mauvais pas. Elle prévoit l'introduction du scrutin majoritaire à deux tours avec prime de majorité (340 sièges sur 630) et listes bloquées. Pour en bénéficier, le parti arrivé en tête aux législatives devra avoir franchi le seuil de 40 % des voix au niveau national. Si aucun parti n'y arrive, un second tour opposera les deux finalistes. Une barre de 3 % à atteindre au niveau national est fixée pour entrer au parlement. Concernant les parlementaires, si les têtes de listes sont imposées par les partis, l'électeur pourra en revanche exprimer ses préférences pour les autres candidats. Un élément reste cependant à creuser : achever la transformation du Sénat pour qu'il soit un véritable contrepoids institutionnel.

Renzi a entamé trois réformes systémiques : celle du travail, celle du système électoral, et enfin la réforme constitutionnelle

DGP : Ce qui signifierait changer l'éthos même du régime constitutionnel italien...

MP : La question d'un nouveau Sénat modifie profondément la nature même du régime institutionnel italien. L'abolition de l'élection directe des sénateurs, proposition de Renzi approuvée par la Chambre des députés (et qui

devra être entérinée par les sénateurs eux-mêmes et ensuite approuvée par référendum populaire en 2016), met fin au bicaméralisme parfait historique du régime italien. La nouvelle loi prévoit la transformation du Sénat en Chambre des régions composée d'une centaine de membres désignés par les conseils régionaux. Le futur Sénat ne votera plus la confiance au gouvernement et verra son rôle limité à l'examen des réformes des lois constitutionnelles et aux rapports entre Etat et régions. Ayant une Chambre des députées élue avec une loi électorale comme celle dont on a parlé ci-dessus, la question se pose néanmoins sur la pertinence de faire du nouveau Sénat aussi une institution de 'garantie', qui puisse établir un certain contrepoids à la *Camera dei deputati* sur les lois les plus sensibles. À mon avis pour avoir autorité et légitimation démocratique, le nouveau Sénat des 'garanties' devrait être élu directement par les citoyens, afin d'avoir une base d'électeurs beaucoup plus large que les environ 700 conseillers régionaux.

DGP: Renzi est un des seuls leaders progressistes en Europe qui semble projeter une certaine confiance dans l'avenir des mouvements sociaux-démocrates à l'échelle communautaire. De façon un peu prospective, comment juger sa capacité à instaurer un cycle après les années Berlusconi ?

MP: Il y a une possible lecture historique du moment politique que vit l'Italie. En fait ces deux dernières années sous le signe du PD et de Renzi pourraient être, d'une certaine façon, une reprise du schéma politique « historique » italien, qui a été dominé pendant des années par un seul parti de gouvernement, la Démocratie chrétienne, où les changements de ligne politique

suivaient les rapports de force entre les courants plus ou moins conservateurs de ce même parti, face à une forte opposition du Parti communiste, qui 'ne pouvait pas' accéder au

Le modèle d'un parti dominant le panorama politique pendant longtemps présente des risques et des avantages que le PD devra savoir gérer

où les changements de ligne politique



gouvernement dans un contexte de Guerre Froide. Ce schéma bloqué s'est achevé au début des années '90, quand les scandales de corruption ont marqué la fin des démocrates-chrétiens. Ensuite, la logique a été celle, pendant 20 ans, d'un bipolarisme plus classique entre deux 'familles' qui s'intercalaient l'exercice du pouvoir.

A présent, apparemment, on revient à un schéma avec un seul parti « pivot » du système politique. Ce modèle, bien que présentant des avantages politiques et électoraux, serait très dangereux pour le PD : nous courons le risque d'être identifiés à l'état et de ne faire politique que pour l'état, ce qui n'augure jamais rien de bon. Dans un panorama où la droite a presque disparue, et où les 5Stelle sont dans une logique de confrontation pour la confrontation, le PD devra gérer sa côte de popularité et de pouvoir politique avec prudence.

DGP: Enfin, il y a la question du rôle de l'Italie dans une reformulation plus solidaire, plus fédérale, et plus progressiste de l'Union Européenne. Lors des négociations avec la Grèce c'est plutôt Hollande, face à Renzi, qui a su mobiliser et fédérer un ensemble d'opposition dans les institutions communautaires.

MP: La relation de Renzi avec l'intégration européenne et la famille des progressistes européens apparaît ambivalente. Pour rappel, Renzi vient de l'aile centriste du PD, de l'époque du parti La Marguerite [*parti de centre-gauche chrétien qui en 2007 intègre le PD et qui outre Matteo Renzi a compté entre ses files un autre président du Conseil, Enrico Letta, ndr*]. Parti qui s'est longuement opposé à l'entrée du PD dans le Parti Socialiste Européen. Le choix de l'appartenance du PD à la famille progressiste européenne a été fait sous Renzi – même si la décision avait été prise, de façon non officielle, sous Bersani – principalement pour permettre à l'Italie et au PD de tisser des alliances au niveau européen, importantes à la fois politiquement et économiquement dans le contexte de crise actuel. En plus, l'affiliation aux files du PSE permet aussi de contenter l'aile gauche du parti, la même qu'aujourd'hui critique le gouvernement de ne pas demander de façon suffisamment forte à niveau européen la fin de la politique d'austérité et plus de croissance, notamment grâce aux investissements publics. Renzi, comme s'est vu lors de la crise grecque, s'est à la fois affiché comme proche de Merkel, mais a aussi travaillé à côté d'Hollande pour résoudre la crise. Il ne sera pas nécessairement moteur d'un grand saut européen, mais c'est à voir...

Lectures:

[Matteo Renzi, un florentin à Rome](#) – 2015

[An economic agenda for Italy](#) - 2013

[Renzi y el Jobs Act](#) –2014

[Sis coses que has de saber sobre les primàries de l'esquerra italiana](#) – 2012